

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1877-1878.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1878.

I. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton	Numéros du registre des pétitions.	
1.	9081. 9093. 9096. 9097. 9098. 9118.	<p>Par pétition datée de Houppertingen, le 26 janvier 1878, Les membres de l'administration communale et des habitants de Houppertingen prient la Chambre d'autoriser le Gouvernement à concéder le prolongement du chemin de fer de Tirlemont à Tongres jusqu'à Aubel-Bleyberg, par Visé, avec embranchement vers Lanaeken et la ligne de Maeseyek.</p> <p>Même demande des membres de l'administration communale et d'habitants de Wonck, Melen, Lixhe, Gorsop-Leeuw, Hendrieken, Bassenge, Visé, Cuttecoven ; du conseil communal de Herten ; des membres du conseil communal de Voordt ; des administrations communales de Léau et d'Argenteau</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p>
2.	9084. 9143.	<p>Par pétition datée de Termes, le 30 janvier 1878, La veuve Wavreil prie la Chambre de lui faire obtenir l'indemnité qui lui revient du chef de l'abattage d'une vache atteinte de maladie contagieuse.</p> <p>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i></p>
3.	9082.	<p>Par pétition datée de Hodimont, le 30 janvier 1878, La veuve Fontaine, dont le fils, maréchal des logis détaché à l'école d'équitation à Ypres, est décédé à l'hôpi-</p>

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

tal militaire, demande un secours ou du moins une indemnité lui tenant compte des effets de son fils qui ont été brûlés à la réquisition des médecins.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

4. 9088.

Par pétition datée de Gand, le 1^{er} février 1878,

Les président et secrétaire du *Zettermanskring* à Gand déclarent appuyer la pétition du 29 novembre dernier, adressée à la Chambre par le *Willems-Fonds* de cette ville, et notamment la mise sur le pied d'égalité du flamand et du français dans les établissements d'instruction, et l'extension de l'enseignement du flamand.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

5. 9089.

Par pétition datée de Courtrai, le 15 janvier 1878,

Les président et secrétaire de la section de Courtrai du *Willems-Fonds* demandent que la langue flamande soit mise sur le même pied que la langue française dans les athénées et les écoles moyennes des contrées flamandes, et qu'on y fasse usage de la langue flamande pour l'enseignement de l'allemand et de l'anglais.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

6. 9090.

Par pétition datée de Liège, le 2 février 1878,

La députation permanente du conseil provincial de Liège transmet copie de sa lettre à M. le Ministre de l'Intérieur contre une proposition tendante à retirer aux députations permanentes, pour cause de suspicion légitime, la connaissance des réclamations électorales, pour la transférer aux tribunaux exclusivement, et présente des observations en faveur du projet de créer une juridiction électorale spéciale.

DÉCISION . *Renvoi à tous les Ministres.*

7. 9092.

Par pétition sans date,

Le sieur Cartiaux réclame l'intervention de la Chambre afin d'obtenir l'autorisation de rentrer en Belgique.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

8. 9094.
9126.

Par pétition datée d'Ette, le 30 janvier 1878,

Des cultivateurs, industriels, commerçants et habitants d'Ette réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir la construction du chemin de fer de Marbehan à la frontière française, par Virton.

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même demande de cultivateurs, industriels, commerçants et habitants de Saint-Mard.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

9. 9098. Par pétition datée de Bruxelles, le 31 janvier 1878,
La dame Desseau réclame l'intervention de la Chambre pour que son mari, soldat au 2^e régiment de lanciers, soit libéré du service militaire.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

10. 9099. Par pétition datée de Gand, le 5 février 1878,
Les membres du Denier des écoles catholiques, à Gand, présentent des observations contre le règlement de certains bureaux de bienfaisance, notamment celui d'Ostende, au sujet des écoles primaires, et demandent que le Gouvernement ne diffère pas de prendre les mesures dont il a parlé.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

11. 9103. Par pétition datée de Haut-Fays, le 5 février 1878,
Des habitants de Haut-Fays se plaignent de l'insuffisance de l'enseignement, par suite du cumul de fonctions de l'instituteur communal, et demandent qu'il soit porté remède à cette situation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

12. 9115. Par pétition datée de Pussemange, le 31 janvier 1878,
Le sieur Authelet, douanier pensionné, demande une augmentation de pension.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

13. 9182. Par pétition datée de Liège, le 4 mars 1878,
Les président, vice-présidents et secrétaire de l'Union commerciale et industrielle, à Liège, appellent l'attention de la Chambre sur l'interprétation qui doit être donnée à l'article 443 du Code de commerce et demandent que tous les protêts de signature faits dans le royaume soient publiés au *Moniteur*.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
14.	9223.

Par pétition datée de Liège, le 16 mars 1878.

Les président et secrétaire de la chambre de commerce de Liège, Huy et Waremme présentent des observations sur l'interprétation qui est donnée à l'article 443 de la loi sur les faillites et demandent que le tableau des protêts reçoive une publicité effective.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Justice.

15. 9184.

Par pétition datée de Beernem, le 5 mars 1878.

La veuve du sieur Van Heule, instituteur communal, demande une augmentation de pension.

DÉCISION : Ordre du jour.

16. 9186.

Par pétition datée de février 1878,

9181.

Les membres de l'administration communale et des habitants de Wandre appellent l'attention de la Chambre sur la nécessité de construire une voie navigable, à grande section, reliant la vallée de la Meuse au port d'Anvers, par Hasselt, et demandent que ce projet soit compris dans un travail d'ensemble concernant les ouvrages hydrauliques à exécuter dans les différentes parties du pays.

Même pétition des membres de l'administration communale de Paal, Stockroye, Wellen, Fresin, Oupeye, Wyshagen, Eben-Emael, Juprelle, Caulille, Cortessem; des bourgmestres de Berg, Looz-la-Ville; des conseils communaux de Hasselt, Bourg-Léopold; des membres du conseil communal de Quaed-Mechelen; des sieurs Decrauw, Benoit; d'habitants de Liège; de négociants et industriels à Hasselt, Jupille; de membres de l'administration communale et d'habitants de Binderveld; des président et secrétaire de l'Union commerciale des boulangers, à Liège.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

17. 9194.

Par pétition datée du 26 février 1878,

Des habitants de Verviers demandent que la tenderie aux petits oiseaux avec le gluau soit permise à leur passage jusqu'à la fermeture de la chasse.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 18. | 9199. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1878,</p> <p>Le sieur Cerfont demande que la circulaire ministérielle du 8 décembre 1876 relative à la mise à la pension des instituteurs soit modifiée et que la pension acquise au 1^{er} janvier 1877 par des anciens instituteurs leur soit accordée à partir de cette date et calculée au prorata de leurs années de services et d'affiliation aux caisses dissoutes, et subsidiairement qu'ils soient autorisés à continuer leurs versements, à l'ancien taux, jusqu'à l'âge de 55 ans, dans les caisses communales, provinciales et de l'État.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.</i></p> |
| 19. | 9200. | <p>Par pétition datée de Wulverghem, le 13 mars 1878,</p> <p>Des habitants de Wulverghem prient la Chambre d'abroger la disposition pénale relative aux combats de coeqs.</p> <p>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i></p> |
| 20. | 9209. | <p>Par pétition sans date,</p> <p>Les président, vice-président et secrétaire de l'Association pédagogique du canton de Seneffe prient la Chambre de voter un subside en faveur des instituteurs et institutrices qui voudraient visiter l'Exposition de Paris.</p> <p>DÉCISION : <i>Ordre du jour.</i></p> |
| 21. | 9216. | <p>Par pétition datée de Gand, le 9 mars 1878,</p> <p>La Députation permanente de la Flandre orientale demande une loi réglant les mesures à prendre en vue de la propagation de la vaccine.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 22. | 9217. | <p>Par pétition datée de Hanret, le 16 mars 1878,</p> <p>Le sieur Delmelle demande le remboursement de la somme de 200 francs qu'il a versée inducement pour son second fils alors que le frère faisait partie de la réserve.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 23. | 9219. | <p>Par pétition datée de Haversin-Serinchamps, le 17 mars 1878,</p> <p>Le sieur Pochet, ancien instituteur, demande la rectification de sa pension, conformément à la loi de 1876, et subsidiairement un secours plus élevé que l'année dernière.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

24.

9220.

Par pétition datée de Sevenscecken, le 15 mars 1878,
La veuve de Vliegheer demande que son fils Joseph,
milicien de 1873, soit exempté du service militaire.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

25.

9224.

Par pétition en date du 8 mars 1878.

Des habitants d'Herbeumont et de Cugnon-Mortchan.
présentent des observations contre la demande de la ville
de Bouillon, qui voudrait détourner à son profit la ligne
du chemin de fer projeté entre Libramont et Longlier et la
frontière française, et demandent l'exécution du tracé
passant à proximité d'Herbeumont.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.*

26.

9226.

Par pétition datée de Dolembreux, le 14 mars 1878,
Des habitants de Dolembreux, Hautgné, Hayn et
Betgné demandent que ces hameaux de la commune de
Sprimont en soient séparés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

27.

9227.

Par pétition datée de Wavre, le 19 mars 1878,
Des habitants de Wavre demandent que les emplois à
conférer dans le pays wallon soient donnés à des Wallons.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

28.

9230.

Par pétition datée d'Archennes, le 16 mars 1878,
Le sieur de Bray demande qu'il soit ordonné une
enquête sur les faits qui ont donné lieu à la condamnation
dont il a été l'objet, et que la loi communale et la Consti-
tution soient affichées dans toutes les communes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

29.

9232.

Par pétition datée de Dalhem, le 20 janvier 1878,
Le conseil communal de Dalhem prie la Chambre
d'autoriser la concession d'un chemin de fer de Tongres à
Aix-la-Chapelle, avec embranchement de Dalhem à Miche-
roux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux
Publics.*

Numéros du feuilleton.	Numeros du registre des pétitions.
------------------------------	--

30.

9233.

Par pétition datée de Corbion. le 15 mars 1878,

Le conseil communal de Corbion demande que le Gouvernement fasse exécuter, dans le plus bref délai possible, pour la partie située en Belgique, la ligne du chemin de fer de Libramont-Sedan passant par Bouillon.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

51.

9234.

Par pétition sans date,

Des industriels, propriétaires et négociants à Lambusart demandent l'élargissement du canal de Charleroi à Bruxelles et l'ouverture d'un canal de Charleroi à Mons passant par le bassin du Centre.

Même demande d'industriels, propriétaires et négociants à Roux, Jumet, Châtelet.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

32.

9236.

Par pétition en date du 21 mars 1878,

Le sieur Pauwels, ancien préposé des douanes, demande une indemnité pour le dédommager du préjudice qu'on lui a fait éprouver en l'excluant des avantages et des avancements auxquels il prétend avoir eu des droits.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

33.

9237.

Par pétition datée d'Ostende. en mars 1878,

Des habitants d'Ostende déclarent appuyer la pétition adressée à M. le Ministre des Travaux Publics, par la chambre de commerce libre d'Ostende, pour le prier de nommer une commission qui serait chargée de rechercher les moyens d'améliorer et d'aménager le port de cette ville en raison des besoins que réclame la navigation par bateaux à vapeur de grand tonnage.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

34.

9240.

Par pétition datée d'Ypres, le 19 mars 1878,

Le sieur Vanloo, ancien commis des accises, demande un secours.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
55.	9242.

Par pétition datée de Malines, le 27 mars 1878,

Le sieur Goupy de Quabeck prie la Chambre de renvoyer à M. le Ministre des Travaux Publics sa pétition qui avait pour objet de faire examiner la question de la possibilité de rendre aux propriétaires riverains du Demer et de la Dyle, entre Diest et Malines, les moyens d'irriguer leurs prairies bordant ces rivières.

Décision : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

II. — PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION N'A NI STATUÉ, NI FAIT RAPPORT.

36. 9091. Par pétition datée de Binche, le 12 février 1878,

Le sieur De Kerf renouvelle sa demande tendante à lui faire obtenir le remboursement d'une somme retenue sur ses appointements lorsqu'il était commissaire de la ville de Binche.

37. 9111. Par pétition datée d'Anvers, le 8 février 1878,

Le conseil d'administration de la Société anonyme anversoise pour la construction et l'amélioration de maisons d'ouvriers appelle itérativement l'attention de la Chambre sur l'application de la loi relative à la contribution personnelle, au point de vue des classes ouvrières, et demande qu'en attendant la révision de cette loi, le taux d'exemption fixé par plusieurs de ses articles soit élevé de manière que l'exemption s'applique de nouveau à toutes les habitations qui en bénéficiaient en 1822.

(Un rapport a été demandé par M. Jacobs.)

38. 9119. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1878,

La veuve du sieur Lassois, employé au chemin de fer de l'État, décédé à la suite d'un accident survenu dans l'exercice de ses fonctions, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension supplémentaire ou un secours.

39. 9120. Par pétition datée de Houdeng-Goegnies, le 14 février 1878,

Des instituteurs communaux demandent que l'enseignement primaire dans les communes de 5,000 à 10,000 âmes

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

reçoive un développement tel qu'il ne soit pas nécessaire d'y organiser des écoles moyennes, et prie subsidiairement la Chambre de sauvegarder les intérêts des instituteurs primaires si la création de nouveaux établissements d'instruction moyenne était décrétée.

40. 9127. Par pétition datée de Thielt.
Le sieur Neirinck, soldat réformé, demande une pension ou du moins une place de facteur de la poste ou bien d'employé au chemin de fer.
41. 9128. Par pétition sans date,
Le conseil communal de Queue-du-Bois prie la Chambre de concéder à bref délai un chemin de fer reliant cette commune aux lignes Plateau de Herve et Liège-Maestricht.
42. 9131. Par pétition datée de Liège, le 18 février 1878,
Les président et secrétaire du comité des charbonniers et industriels du pays de Herve prient la Chambre de décréter la concession d'un chemin de fer Visé-Feneurs-Saive-Queue-du-Bois-Rétinne-Micheroux.
43. 9132. Par pétition datée de Bruxelles, le 24 janvier 1878,
Le colonel Parent demande une pension ou une indemnité du chef des services qu'il a rendus en 1850.
(Un prompt rapport a été demandé par M. Vanhumbéek.)
44. 9136. Par pétition datée de Petit-Thier, le 4 février 1878,
La veuve Gabriel demande si son fils Pierre-Joseph a pu être incorporé dans l'armée comme réfractaire de la classe de 1875, alors que s'étant présenté antérieurement à l'effet de se faire inscrire pour la milice, l'administration communale lui avait déclaré qu'il était exempt du service en Belgique, attendu qu'il appartenait à une nation étrangère ; elle prie la Chambre, si elle décide que l'incorporation a été faite légalement, de faire assimiler son fils aux miliciens de sa classe.
45. 9148. Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1878,
Les président et secrétaires de comités réunis à Bruxelles adressent cent et trente exemplaires d'une pétition de conseillers provinciaux, bourgmestres, échevins, industriels, négociants et habitants du Limbourg, des can-

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 51. | 9159. | Par pétition sans date,
Des habitants de Stoumont réclament l'intervention de la
Chambre pour qu'il soit fait une enquête sur l'inexécution,
dans cette commune, de l'article 25 du Code électoral, et
demandent une nouvelle publication des listes électorales. |
| 52. | 9160. | Par pétition datée de Chénée, le 25 février 1878,
Le sieur Féroumont, ancien ouvrier de l'administration
du chemin de fer, à Chénée, réclame de nouveau l'inter-
vention de la Chambre pour qu'il soit ordonné une
enquête sur les faits qui l'ont obligé à renoncer à sa
position. |
| 53. | 9210. | Par pétition datée d'Ath, le 11 mars 1878,
La société concessionnaire du canal de Blaton à Ath et
de la Dendre canalisée prie la Chambre d'abroger la loi
des 5-15 floréal an XI qui régit l'imposition des canaux,
et d'ordonner la restitution par l'État des contributions
foncières exigées d'elle contrairement à l'article 19 de son
cahier des charges.
<i>(Un prompt rapport a été demandé par M. Bricoult.)</i> |
| 54. | 9245. | Par pétition datée d'Orgeo, le 28 mars 1878,
L'administration communale d'Orgeo réclame l'inter-
vention de la Chambre pour que les chemins traversés, sur
le territoire de cette commune, par le tracé du chemin de
fer en construction d'Athus à la Meuse soient conservés
et sans passages à niveau. |
| 55. | 9244. | Par pétition sans date,
Le sieur Corbesier demande une loi accordant l'émé-
ritat aux fonctionnaires de l'ordre administratif et aux
officiers de l'armée ou du moins à ceux qui, en se reti-
rant, conserveraient le grade de leurs fonctions à titre
honoraire. |
-